

Article original

Dynamique de développement local sous l'influence des organisations non gouvernementales : cas des pôles de Kournari, Gamal, Darda et Mailao dans le département du chari au Tchad

KEM-ALLAHE Julien¹, TAHER Ali Idriss¹, SOLGUE Bagnon^{2*}

1. Assistant, Département de Géographie, Ecole Normale Supérieure de Bongor, Tchad, B.P : 16

2. Assistant, Département de Géographie, Ecole Normale Supérieure de N'Djamena, Tchad, B.P 040

*Auteur correspondant : solguebagnon74@gmail.com

Réf : AUM12-0230

Résumé : La situation socioéconomique du département du Chari est caractérisée par la faiblesse de production céréalière, due à une agriculture peu rentable qui occasionne l'insécurité alimentaire en dépit des objectifs en faveur du développement local que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) se sont fixées. Ces manquements nous conduisent à évaluer les réalisations de celles-ci et leurs incidences sur les conditions de vie de la population du département. Afin d'appréhender la dynamique des ONG, mesurer les capacités des acteurs locaux dans le processus du développement local et les objectifs de cette étude, nous avons opté pour une méthodologie basée sur la collecte de données axée sur la descente sur le terrain, pour déterminer les vraies stratégies orientées par les instances étatiques, les organisations internationales et les Organisations Non Gouvernementales. Nos enquêtes ont porté sur les ménages bénéficiaires des aides des ONG suivant la technique non probabiliste ; les entretiens sont menés avec les autorités administratives et traditionnelles locales, les responsables des groupements

KEM-ALLAHE J., et al., *Dynamique de développement local sous l'influence des organisations non gouvernementales : cas des pôles de Kournari, Gamal, Darda et Mailao dans le département du chari au Tchad*

agricoles et les analyses documentaires. Les résultats montrent que la situation du département est soumise aux crises socio-économiques et nécessite une production de masse en vue de résoudre les problèmes d'insuffisance socio-économique et d'insécurité alimentaires.

Mots-clés : Dynamique, influence, Organisation Non gouvernementale, Développement, département du Chari

Local Development Dynamics under the Influence of Non-Governmental Organizations: The Case of the Kournari, Gamal, Darda, and Mailao Hubs in the Chari Department of Chad

Abstract: The socio-economic situation of the Chari department is characterized by low cereal production, due to unprofitable agriculture which causes food insecurity despite the objectives in favor of local development that Non-Governmental Organizations (ONGs) have set for themselves. These shortcomings led us to evaluation their achievements and their impact on the living conditions of the department's population. In order to understand the dynamics of NGOs, measure the capacities of local actors in the local in the objectives of this study; we opted for a methodology based on data collection focused on going into the field, to determine the real strategies guided by state authorities, International Organizations and Non-Governmental Organizations. Our surveys focused on households receiving aid from NGos using the non-probalist technique, interviews with resource persons from local development structures and documentary analyzes. The results show that the situation of the department has subjected it to socio-economic crises and requires mass production in order to resolve the problems of economic insufficiency food insecurity.

Keywords: Dynamic, influence, Non-Governmental Organization, development, Chari Department

Introduction

Le développement des sociétés rurales en Afrique sahélo-soudanienne a connu, ces dernières décennies, une transformation profonde marquée par des interventions extérieures incessantes. Au Tchad, au lendemain de la guerre civile (1979-1982), l'État a réorienté sa politique de développement rural sous l'influence des programmes d'ajustement structurel. Cette mutation a privilégié le désengagement étatique au profit d'une décentralisation accrue et d'une responsabilisation de la société civile. C'est dans ce contexte

qu'ont émergé les « groupements », organisations paysannes modernes devenues les interlocuteurs privilégiés des acteurs du développement.

Le département du Chari, situé dans la province du Chari-Baguirmi, constitue un laboratoire représentatif de ces dynamiques. Bien que doté d'atouts géographiques majeurs — notamment la présence des fleuves Chari et Logone et des sols fertiles (vertisols) — ce territoire fait face à un paradoxe de développement. Sa population, majoritairement jeune et féminine, vit dans une précarité extrême, exacerbée par des contraintes environnementales sévères. L'irrégularité pluviométrique, la dégradation des sols et la désertification compromettent la sécurité alimentaire. Les cultures pluviales y sont fréquemment dévastées par les oiseaux, les chenilles et le *striga*, entraînant des déficits céréaliers récurrents et une chute des revenus agricoles.

Au-delà des facteurs climatiques, les structures sociales sont ébranlées par un phénomène croissant d'accaparement des terres. Cette insécurité foncière creuse les inégalités : les familles les plus démunies perdent leur autonomie et se transforment en ouvriers agricoles au service des nantis. Si des initiatives étatiques comme le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) apportent un soutien ponctuel, l'impact reste insuffisant pour garantir une résilience durable.

Sur le plan sanitaire, le bilan est tout aussi préoccupant. L'approvisionnement en eau repose essentiellement sur des puits traditionnels à ciel ouvert, exposant les populations à des pollutions chimiques et bactériologiques. Cette précarité de l'hygiène et de l'assainissement se traduit par une forte morbidité, avec la persistance de maladies telles que le choléra ou des fièvres chroniques.

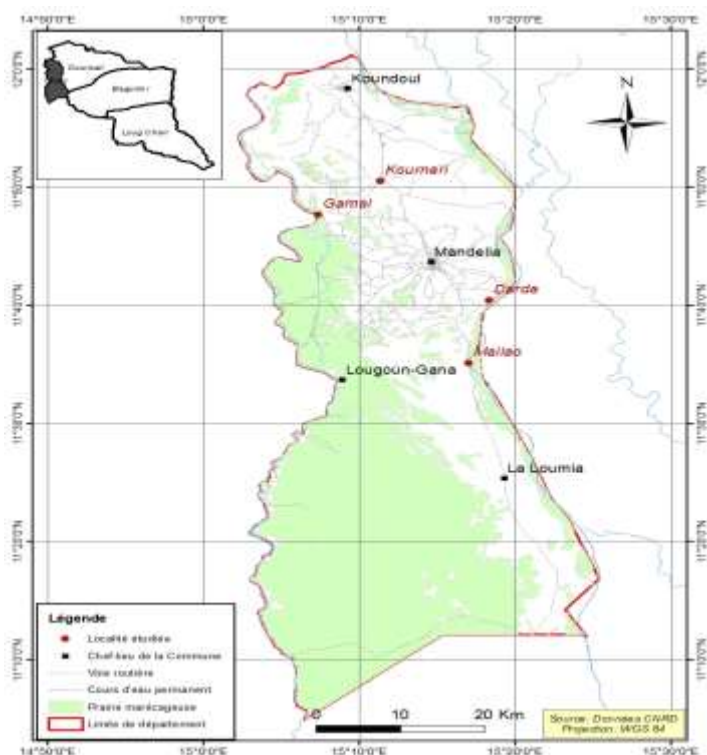
Cette étude se focalise sur les pôles de Kournari, Gamal, Mailao et Darda. Ces terroirs, situés à proximité des cours d'eau, offrent

un potentiel sylvo-agro-pastoral indéniable mais demeurent extrêmement vulnérables. Le choix de ces zones se justifie par la densité des interventions des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des institutions étatiques qui tentent, par divers projets, de résorber la pauvreté endémique et de restructurer les capacités productives locales.

1. Matériels et Méthodes

1.1. Présentation de la zone d'étude

La zone d'étude se trouve dans le canton Madiago qui est un espace d'immigration massive où les immigrés étaient dépourvus de tout, les ONG se sont préoccupées de leur procurer le nécessaire pour qu'ils entamer des activités économiques. Cette zone confine au côté sud de la capitale N'Djaména et présente des caractéristiques propres des milieux suburbains. Les pôles qui constituent notre zone d'étude relèvent du ressort territorial de département du Chari, situé dans la province de Chari-Baguirmi. Le département renferme cinq sous-préfectures dont trois forment la zone d'étude : Loumia, Mandelia et Koundoul. Ladite localité d'étude est située au sud de la ville de N'Djaména et localisée entre les 11°34' et 11°56' Nord et entre les 15°02' et 15°28 Est. C'est un espace de 1080 km² sur lequel habitent de nos jours environ 49177 personnes (INSEED, 2009 et projection 2024).



Source : CNRD, 2025. Réalisation : Kem-Allahte Julien

Figure 1. La zone d'étude dans le Département du Chari

1.2. Démarche méthodologique

Pour mener cette réflexion, nous avons opté pour une démarche méthodologique constituée de plusieurs approches pour chercher les informations fiables. La première approche est axée sur des observations directes qui ont permis de connaître l'épreuve des différentes institutions mises en place pour le développement dans ces pôles par les fortes mises en valeur, pour l'amélioration des conditions de vie des populations cibles. La deuxième approche est

basée sur la collecte de données et le traitement statistique et cartographique de ces données. La troisième approche est la recherche documentaire effectuée dans les centres de documentation des différentes institutions étatiques et les ONG concernées, basées à N'Djaména et la descente sur le terrain auprès des enquêtés. Celle-ci comprend : la collecte des données secondaires existantes (recherche documentaire) et la collecte des données primaires (l'enquête socioéconomique, par questionnaire au sein des ménages ; l'observation de terrain et les entretiens libres) puis le traitement des données primaires collectées. Les responsables des groupements des paysans et certains chefs de ménage sont enquêtés, selon la méthode aléatoire simple. Nous avons également interviewé des personnes ressources (responsables des centres de formation des pôles, le chef de sous-secteur de l'Agence Nationale du Développement Rural de Mandéla et le chef de canton Madiago). Ensuite, nous avons consulté des ouvrages spécifiques, les mémoires, les rapports des stages ou d'activités de certaines ONG mis à notre disposition. Les résultats obtenus à partir du traitement du questionnaire ont permis la mise en place de tableau 1, tableau 2 et tableau 3. Les autres évaluations (organisation interne des producteurs, contraintes et potentialités de la production, analyse des stratégies de développement locale, etc.), ont fait quant à elles l'objet d'un traitement qualitatif basé sur l'utilisation d'indicateurs de l'étude.

2. Résultats

2.1. Paysannerie et intervention externes dans le Département du Chari

La paysannerie dans le Département du Chari est en constante transformation pour s'adapter aux changements provoqués par différentes crises climatiques et anthropiques. L'objectif du paysan en tant que producteur est bien plus celui de la stabilisation du revenu que celui du gain à court terme ou d'une rente. Le principal

secteur où les interactions entre les paysans et les intervenants externes se manifestent est là modernisation du système de production agro-pastoral. Au niveau local les politiques globales menées par l'État et les intervenants nationaux et internationaux se traduisent en projets de développement, en micro-réalisations, en renforcement institutionnel, etc. Tout en mobilisant les modalités d'accès aux ressources qui conditionnent la production et l'organisation sociale de la production. La plupart des interventions ont déclaré l'amélioration de leur condition de vie à travers les techniques améliorées.

2.2. Les acteurs collectifs et institutionnels

Ils sont constitués par l'ensemble des organisations paysannes (des producteurs), des structures étatiques et des ONG. Ceux-ci œuvrent à travers leurs interventions à l'encadrement et au développement des activités agro-Sylvio-pastorales de la zone d'étude. Leur mission est de rendre plus performantes les activités au niveau local à travers la vulgarisation des techniques et méthodes adéquates, des nouvelles variétés des plantes, la subvention des matériels agricole et l'encadrement des producteurs. Au niveau local, les politiques globales menées par l'État et les intervenants internationaux se traduisent en projets de développement, en micro-réalisations, en renforcement institutionnel, etc. La plupart des interventions ont l'objectif déclaré d'améliorer les conditions de vie de la population cible à travers, l'introduction des techniques améliorées ((Kidoué, 2016 : 39). Pour atteindre les objectifs du projet, les intervenants externes mobilisent des ressources dont les modalités d'accès conditionnent la production et l'organisation sociale de la production.

2.2.1. Différentes institutions étatiques et ONG intervenant dans le département

L'objectif de ces différentes institutions étatiques et les ONG trouve sa source dans la logique selon laquelle le développement

ne se décrète pas, il ne s'impose pas, il est suscité ou initié par le « bas », c'est-à-dire les acteurs internes (les populations) qui bénéficient de l'appui technique et financier du « haut », c'est-à-dire les acteurs externes (les bailleurs externes). Il tient compte de la motivation des bénéficiaires.

2.2.2. Institutions étatiques

Pour bien réussir cette étude, des hypothèses ont été émises en amont de ce travail en commençant par quelques projets pilotes initiés par l'État pour développer la riziculture, les fermes expérimentales à grandes échelles pour les bovins, des fermes de production laitière et des avicultures (Tchad et Culture, 2012). Il importe de soutenir des actions en faveur de la valorisation du potentiel de production et de la conservation des ressources naturelles pour combattre le sous-développement et sortir le bas-pays de la misère. Les multiples projets de développement mis sur pied doivent donc se mettre à l'œuvre mais, les essentielles sont :

- PNSA : Programme National de Sécurité Alimentaire est une organisation étatique qui s'occupe des producteurs des cultures vivrières et les éleveurs des petits ruminants bénéficient de financement et du soutien de l'état. Mais cette action ne permet pas d'assurer la sécurité alimentaire ;
- Comme les cultures vivrières, la pêche constitue aussi un secteur important d'où l'existence du Programme de Développement de la Pêche dénommé PRODEPECHE dans la zone qui contribue à fournir quelques outils de transformation des produits de la pêche, tels que les fours manuels et des isothermes ;
- Agence Nationale du Développement Rural (ANADER), chargé d'œuvrer pour le développement rural en apportant des soutiens aux producteurs ruraux en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Dans le développement du Chari, l'ANADER coordonne toutes les activités de toutes les structures d'appui au développement de l'agriculture en milieu rural. A cet effet, elle a pour mission d'assurer les conseils techniques aux producteurs pour améliorer la production ; l'équipement des productions en matériels agricoles et leurs approvisionnements en intrants ; l'appui à l'émergence et au développement des mouvements associatifs et coopératifs (groupements, associations, coopératives...) ; le suivi de la gestion des aménagements hydro-agricoles dans le cadre des plans de développement et appui à la mise en valeurs des périmètres irrigués ; la coordination des activités des ONG intervenant dans le domaine de développement rural ; la mise en œuvre des conditions d'exploitation des ressources naturelles et de leur préservation ; la mise en place des politiques agricoles propres à améliorer l'environnement économique et social d'exploitants agricoles et du suivi de leur application ; la recherche en milieu paysan et les structures de recherche. Les cultures pluviales, qui la première option de l'agriculture de la plaine dès l'installation des hommes. Celles-ci ont été préférées par les producteurs. Conformément à ses objectifs ci-dessus, l'ANADER a octroyé les tracteurs à des paysans de nos pôles d'études. Les tracteurs sont utilisés en vue d'accroître la production. L'ANADER est également assisté par le PNSA, l'ITRAD (Institut Tchadien pour la Recherche Agronomique) et le FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Les tracteurs rassemblés à partir des pièces détachées fournies par l'Inde ont permis aux producteurs d'élargir la superficie et donc d'augmenter la production. Les groupements bénéficient aussi des subventions des outils agricoles. Ils sont le plus souvent assistés avec des pelles, râteaux, brouettes, arrosoirs, porte-tout par le PNSA et le PNUD à travers l'ANADER. Ce qui permet de dire que les outils des activités agricoles de Darda et Gamal sont en voie de perfectionnement (Bemongmbaye B, 2016). Ce sont des structures de l'Etat qui interviennent pour le

décollage des activités agricoles dans le département du Chari. Elles sont dominées par l'ANADER.

2.2.3. Les ONG et projets ou programmes

Les organisations non gouvernementales et nationales sont des institutions (projets, programmes, groupements, etc.) qui gèrent rationnellement les ressources naturelles du Chari. Les réalisations des ONG et autres institutions concernent surtout les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de pêche. Ils sont au nombre de six (6) à savoir le CARM (Centre d'Animation Rurale de Mailao), la World Vision International, l'ACRA, le PROADEL/ESPOIR, l'INADES Formation Tchad et l'Union des Hadjer-Lamis (UHL). Leurs actions s'entrecoupent parfois dans la localité.

2.2.3.1. Centre d'Animation Rurale de Mailao

Le Centre d'Animation Rurale de Mailao (CARM), est un centre créé par les églises protestantes qui assure le développement socio-économique des populations de cette localité. À cet effet, il donne un appui en matière de formation agricole aux groupements des paysans de Mailao et ses environs. Ses actions sont orientées dans la plupart des cas sur l'encadrement des groupements et surtout des maraîchers. Il produit des plants fruitiers et forestiers et distribue des semences améliorées aux producteurs de Mailao et ses environs. Soutenu par le FONAP (Fonds National pour la Formation Professionnelle), il appuie également les organisations paysannes dans leurs projets.

2.2.3.2. World Vision International

World Vision International est une ONG chrétienne d'origine américaine qui intervient dans la zone de Mailao. Ses actions sont multiples mais à ce niveau c'est la sécurité alimentaire à travers le genre et développement. Elle forme les femmes dans le domaine de maraîchage. Elle fournit des matériels agricoles notamment les brouettes, pioches, pelles et accorde des crédits agricoles aux

producteurs. Son intervention s'oriente en qualité de nouvel acteur dans le système agricole. La formation agricole est spécifique aux cultures maraichères. C'est grâce à elle que les légumes et fruits abondent les marchés de Mailao et La Loumia. La remarque est faite à Gamal et Darda où on dénombre douze motopompes appartenant aux groupements des paysans, à l'exemple de la photo n°1 ci-après.



Photo1. Forage émergé et groupe électrogène à Gamal

Cliché : Kem-Allahe J. (2014)

2.2.3.3. ACRA

ACRA (Association de Coopération Rurale en Afrique) est une ONG italienne de développement qui intervient au Tchad en général et dans la zone de Mandélie en particulier, surtout dans les localités de Mailao et Gamal depuis les années 1980. Ses actions (considérées comme nouvelles dans les systèmes de production) portent sur l'appui à la gestion participative des

ressources locales existantes, dans les AGR (activités génératrices des revenus), à l'organisation et au développement local. ACRA intervient dans la construction des puits et forages, la production des plants et le reboisement, la construction des bâtiments de stockage des produits et dans le tracé des couloirs de transhumance en accord avec les éleveurs et agriculteurs. Cette ONG est soutenue dans ses actions par le Programme de Développement Durable du Bassin du Lac Tchad (PRODEBALT) dans ses actions avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue de permettre aux producteurs de garder leurs produits et les utiliser au moment opportun. Ces différents soutiens l'ont permis d'ouvrir d'autres centres en 1986 pour assurer le développement socio-économique (développement rural intégré) des populations de Darda. Il s'agit de Foyer d'Animation de Darda ou Centre d'Animation de Darda (FAD ou CAD). À cet effet, il donne un appui en matière de formation agricole aux groupements des paysans de Darda. Il leur a offert des puits modernes et forages et leur a aménagé des pistes rurales pour leur permettre d'évacuer leurs productions. Le centre cultive du riz pluvial et à contre-saison en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire, élève de la volaille, des chèvres et même des lapins.

KEM-ALLAHE J., et al., *Dynamique de développement local sous l'influence des organisations non gouvernementales : cas des pôles de Kournari, Gamal, Darda et Mailao dans le département du chari au Tchad*



Planche1. Vues partielles de quelques constructions et réalisations d'ACRA

Clichés, Kem-Allahe J ; Juillet 2024

La planche 1 présente dans la photo A le magasin de stockage des produits agricoles construit à Gamal par ACRA avec l'appui de BAD en vue de permettre aux producteurs de garder leurs produits et les utiliser au moment opportun. La photo B montre le couloir de transhumance (appelé Mourhal en arabe local) à la limite nord de Mailao. C'est un appui de la CBLT et de la BAD à ACRA dans le domaine de la prévention de conflits éleveurs-agriculteurs

2.2.3.4. PROADEL/ESPOIR

PROADEL/ESPOIR en définition Programme d'Appui au Développement Local/Espoir intervient dans département du Chari à travers l'ONG d'animation ESPOIR dans l'appui aux communautés rurales en vue de lutter contre la pauvreté par elles-mêmes en prenant en main leur destin. Il renforce la capacité des producteurs dans la pratique de leurs activités à travers la formation et la fourniture des matériels de travail ainsi que l'élaboration d'un plan de développement local (PDL). Il a assisté les paysans du département du Chari dans le cadre de réalisation

des périmètres irrigués pour la culture du riz. C'est ainsi qu'à Darda et Mailao, ses interventions ont permis la pratique de la riziculture à contre-saison. Les réalisations de ses actions sont les appuis de la Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT), de la Banque Africaine de Développement (BAD) par le biais d'ACRA dans le domaine de la prévention de conflits éleveurs-agriculteurs.

2.2.3.5. Institut National de Développement Économique et Social (INADES)

Institut National de Développement Economique et Social est une ONG nationale qui appuie les organisations paysannes dans le domaine de formations à distance et formations modulaires groupées (session de formation). Il assiste aussi les groupements villageois en les équipant avec les outils de production et en les soutenant à travers les crédits agricoles. Ce qui permet aux producteurs de se regrouper davantage en groupement pour le besoin de la cause pour l'espoir d'émergence (cf. planche 2. C'est grâce à l'INADES Formation que les organisations paysannes de Darda ont pu se procurer de deux motopompes en vue de l'exercice de leur métier (maraichage et cultures irriguées ou à contre-saison). Ses zones d'action sont Darda et Mailao.



Planche 2. Vues partielles des interventions de l'INADES Formation Tchad

Clichés, Kem-Allahte J ; Août 2024

La planche 2 montre à partir de photos A et B respectivement les interventions de l'INADES Formation Tchad aux côtés des producteurs agro-pastorales de Darda et Mailao dans le domaine la culture du riz. Cette assistance est du domaine de formation et entretien du périmètre rizicole en vue d'une production de masse.

2.2.3.6. L'union des Hadjer Lamis (UHL)

L'Union des Hadjer Lamis est créée en 1993, pour lutter contre la faiblesse de la production céréalière, l'insufisance des infrastructures de développement en dépit des objectifs fixée en faveur du développement local. Elle s'est engagée dans la défense des intérêts des paysans. Cette institution intervient dans le département du Chari, surtout dans le pôle de Kournari. Elle intervient en œuvrant dans le domaine de développement local en finançant les organisations paysannes. L'Union des Hadjer Lamis a été installée à Kournari en 200. Elle est apolitique et à but non lucratif. Elle finance les réalisations des forages maraîchers équipés des pompes émergées dans certains villages du pôle de Kournari. Bien que les réalisations de l'Union des groupements de Hadjer Lamis influencent la vie socioéconomique de la population de Kournari en fourniture des semences sélectionnées et la consolidation des fermes agricoles, la plus grande partie de celle-ci reste encore vulnérable. Toutefois leur exécution connaît des échecs et des réussites. Cette étude nous a permis de vérifier que l'Union des Hadjer Lamis contribue positivement au développement local par le biais de l'introduction du maraîchage et la diversification de la production au niveau de pôle de Kournari. Concrètement l'Union des Hadjer Lamis cherche à assurer un développement socio-économique et culturel durable des producteurs ruraux. Cette union des Hadjer Lamis, bénéficie aussi des secours d'autres ONG telles que : UNION EUROPEENNE/CELIAF/OXFAM.

2.3. Les structures parapubliques : acteurs intermédiaires pour l'émergence culturelle et la sécurité alimentaire dans le Chari

Elles sont constituées des acteurs qui relèvent à la fois du domaine étatique et privé. L'Etat et les ONG interviennent financièrement pour leur mise en place. Pour ce faire, elles sont dites mixtes. Dans la plaine de Mandelia, il y a le PNSA (Programme National pour la Sécurité Alimentaire) et le FAD ou CAD (Foyer d'Animation de Darda ou Centre d'Animation de Darda).

2.3.1. Le PNSA

PNSA est le Programme National pour la Sécurité Alimentaire. C'est un programme du gouvernement tchadien avec ses partenaires créé en 2005 pour garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaires au profit de l'ensemble de la population du Tchad. Pour cette raison, il a installé son antenne à Mandelia en 2012 pour œuvrer dans ce sens par son apport aux organisations des producteurs agro-pastorales. Ses actions sont multidimensionnelles au niveau de la plaine. Il appuie matériellement et financièrement les producteurs en matière de forage, formation et encadrement des producteurs. Ses domaines d'interventions sont les productions rizicoles, maraichères, pastorales mais aussi dans l'arboriculture fruitière. De ce fait, le PNSA intervient dans la plaine de Mandelia en accord avec l'ANADER pour l'intensification et la diversification de la production animale et végétale, la valorisation des produits forestiers, la restauration de la fertilité des sols et la maîtrise de l'eau d'irrigation et d'abreuvement. C'est dans cette optique que, l'Etat est motivé à lui confier la gestion de la ferme de formation et de production bovine de Mandelia en Octobre 2015. Ses interventions constatées çà et là dans les terroirs d'étude consistent en la gestion des tracteurs, en commun accord avec l'ANADER, la distribution des intrants agricoles, le recrutement des agents conducteurs des travaux et de ces tracteurs.

2.3.2. FAD ou CAD

Le FAD ou CAD (Foyer d'Animation de Darda ou Centre d'Animation de Darda) sous traite avec ACRA pour assurer le développement socio-économique (développement rural intégré) des populations de cette localité. A cet effet, il donne un appui en matière de formation agricole aux groupements des paysans de Darda. Il leur a offert des puits et forages et leur a aménagé des pistes rurales pour leur permettre d'évacuer leurs productions. Le centre cultive du riz pluvial et à contre-saison en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire, élève de la volaille, des chèvres et même des lapins (Tchad et Culture n° 337, Mai 2015).

2.4. Les structures publiques, acteurs de soutiens aux systèmes de production agricole

Ce sont des structures de l'Etat qui interviennent pour le décollage des activités agricoles dans la plaine. Elles sont dominées par l'ANADER à cet effet. Ce service représente le département ministériel de tutelle au niveau local. L'ANADER est également assistée par le PNSA, L'ITRAD (Institut Tchadien pour la Recherche Agronomique) et le FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).

2.4.1. Impactes des différentes institutions sur le développement local

L'économie du département du Chari a connu une crise socioéconomique depuis plus de trois décennies. Cette conjoncture se manifeste dans le secteur agricole par la baisse du prix des produits vivriers et de rente tels que les céréales, les légumineuses et les oléagineuses au niveau local. Sa pédologie essentiellement composée des sols sablo-limoneux et argilo-limoneux, présente des caractères pédologiques idéales pour la pratique des activités agricoles. Le manque de moyen oblige les populations à se manifester par l'insertion des nouveaux acteurs dans les

systèmes de production agricole apparue comme seule issue de secours pour « joindre les deux bouts ». Il ressort du constat que les actions des ONG ont modifié les conditions de vie socio-économique de la population du département de Chari à travers de multiples interventions dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'eau. La fourniture de nombreux moyens nécessaires à la production et à la transformation des produits de l'agriculture a apporté un souffle nouveau à la vie socio-éducative de la population. Les activités maraîchères ont permis aux paysans d'engranger des devises leur permettant de subvenir à leurs besoins. La création de nombreux greniers communautaires de céréales dans les villages au bénéfice des membres des Organisations Paysannes (OP) a mis les bénéficiaires à l'abri des famines récurrentes. S'agissant de l'agriculture elle n'arrive pas à nourrir ceux qui la pratiquent car les rendements sont très faibles. Quant aux infrastructures hydrauliques, bien que globalement, certains villages ne disposent d'aucun point d'eau potable. Les situations sanitaire et éducative sont alarmantes. Quant au taux de couverture vaccinale, bien qu'il soit élevé, il cache de réels problèmes de santé. Il n'existe qu'une infrastructure hospitalière dans la zone (hôpital district de Mandélia).

Les ONG ont pu créer d'emplois, lutter contre le chômage et contre la pauvreté, en ciblant les secteurs de l'élevage, de l'agriculture. Elles ont pu relever les revenus des populations vulnérables, réduire les inégalités et lutter contre l'exode massif. Au point de vue institutionnelle elle a renforcé la capacité des membres des organisations paysannes. Globalement 66% des paysans appartenant aux groupements affiliés à des ONG déclarent qu'ils sont satisfaits des réalisations de l'Union car certaines organisations paysannes réalisent des bénéfices. L'économie du département de Chari était dominée par l'agriculture, la pêche, le commerce et la cueillette. Cependant, l'agriculture tributaire de la pluviométrie était considérée comme

activité principale car environ 80 % la pratique comme dans d'autres milieux ruraux du pays (Atlas du Tchad, 2012). Cette agriculture se résume à la production de la culture céréalière (sorgho rouge, berbéré, maïs et riz), des tubercules, des oléagineux, de niébé mais également des cultures maraîchères notamment les tomates, les légumes. Le contexte local est marqué par une production agricole largement tributaire des conditions climatiques en général et la pluviométrie en particulier. Les populations de cette partie du pays subissent régulièrement le phénomène de la famine à cause de la faiblesse de la production et des rendements. Cette crise agricole favorise le développement de l'élevage dans la zone.

2.4.2. Les types de cultures maraîchères pratiquées

Les cultures maraîchères sont une véritable activité génératrice de revenus au profit des producteurs. Les cultures maraîchères contrairement aux cultures pluviales ont des besoins spécifiques en eau et en température. En effet, de nombreuses cultures maraîchères pratiquées dans la zone supportent le climat sahélien dont les températures sont comprises entre 20° et 40°C. Lorsque ces exigences ne sont pas remplies, les plants ne produisent pas ou la production est de mauvaise qualité. C'est la raison pour laquelle le choix des cultures maraîchères est particulièrement déterminant dans la réussite du maraîchage.

2.4.3. Politique de la production des activités rurales

2.4.3.1. Une production agricole insuffisante

« La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine » (FAO, 1996).

L'agriculture de la zone d'étude est de type traditionnel car les paysans des pôles d'étude sont dépourvus de moyen de production moderne. Ils se servent des moyens rudimentaires tels que les houes, les haches pour travailler leurs champs. La superficie des champs dépend des bras en mesure de défricher (voir tableau 2 ci-dessous). En plus de ces problèmes, le problème de l'eau est fondamental. Les paysans n'attendent que l'eau de pluies pour cultiver. Les caprices de la saison des pluies font que le calendrier agricole varie d'une année à une autre. Elle est dictée par le début et la durée de la saison des pluies. Quelques paysans profitent du déversement des eaux des fleuves ou de la stagnation des eaux de pluies pour repiquer le sorgho au fur et à mesure que l'eau tarit (N'Djafa O. H., 200 : 88). Les sols, d'une fertilité très moyenne s'épuisent très rapidement. Assi, l'explosion démographique a fait disparaître les jachères qui permettaient autrefois de régénérer les sols. L'utilisation d'engrais approprié résoudrait le problème mais les engrais coûtent cher et sont ignorés par certains paysans de la localité. D'autres se servent des fumures pour amender leurs champs. C'est dans ces conditions que les paysans plantent le mil, le sorgho, le maïs, riz, le gombo, le manioc, l'arachide... Les informations recueillies auprès du l'ANADER de Mandelia en 2024 montrent que les récoltes sont aléatoires (voir tableau 3). Les données statistiques de la Direction de la Production et des Statistiques Agricoles en 2023, montrent que la situation alimentaire nationale est qualifiée d'insécurité. Selon une étude commanditée par le Programme Alimentaire Mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO), l'insécurité alimentaire au Tchad affecte 44,2 % de la population, dont 64 % vivent en dessous du seuil de pauvreté atteint le seuil critique de 15 % dans la plupart des départements y compris notre zone d'étude. Selon la même étude dont les résultats sont publiés dans le bimensuel Tchad et Culture, la malnutrition aigüe globale est passée de 14,6 % à 16 %. L'étude

chiffre à 8 787 000 le nombre des personnes considérées comme en insécurité alimentaire, soit 53,6% de la population.

Tableau 1. Situation des terres cultivées et cultivables par cultures dans les pôles de recherche

Numéro	Désignation	Superficies prévues en hectares	Superficies réalisées en hectares
01	Sorgho	16115	412
02	Pénicillaire	11130	547
03	Riz	645	676
04	Maïs	2755	1034
05	Arachide	2567	74
06	Niébé	1400	876
07	Manioc	150	140
08	Gombo	325	200
09	Sésame	1400	132
10	Berbéré	5234	847
Total		41721	4638

Source : ANADER de Mandelia, 2024

Dans ce tableau 1, on constate une sous exploitation des superficies disponibles ; à peine 120/0 des surfaces ont été exploitées en 2011.Cela se justifie par le manque de moyens de production modernes et l'insuffisance de main d'œuvre. Car le voisinage avec Ndjamena fait que les jeunes immigreront massivement vers la capitale.

Tableau 2. Production des céréales des pôles d'étude

Campagnes	Superficies (ha)	Production/tonnes	Rendements (kg/ha)
2014/2015	23000	19810	861,3
2015/2016	15313	7730	504,79
2016/2017	24215	12415	512,69
2017/2018	26981	21258	787,88
2018/2019	17665	9138	517,29
2019/2020	35335	22822	645,87
2020/2021	29190	18232	624,59
2021/2022	20763	14704	708,18
2022/2023	4635	2665	574,97

Source : Union de Hadjer-Lamis (UHL, 2024)

Ce tableau 2 montre à suffisance la faiblesse de la production et des rendements. Les rendements oscillent entre 500 kg et 800 kg par hectare. Cela est très faible.

2.4.3.2. Problème agricole : émergence d'activité pastorale

Même si l'activité pastorale existait, elle ne se base que sur les petits ruminants et les espèces élevées sont les ovins, caprins et volailles dont les produits sont destinés à la fois à la consommation, la vente, au mariage, etc. Ce sont les conditions physiques qui obligent la population à concilier l'élevage de bovins avec l'agriculture pour la résolution des problèmes sociaux. Pendant ce temps, les autres activités pratiquées dans le département du Chari en complément de l'agriculture en temps de crise se résument à la pêche, la cueillette et le commerce. De nos jours, les acteurs exploitants agricoles sont caractérisés par l'activité agricole et secondaire dominante. Ce qui fait comprendre que dans le département du Chari, les personnes qui s'adonnent véritablement à l'agriculture sont composées des agriculteurs purs, des agro-éleveurs, des agro-fonctionnaires, des

agro-chômeurs, des agro-retraités et des agro-commerçants. Ce sont des nouveaux acteurs dans le domaine. En effet, les ONG sont souvent présentées avec les mouvements associatifs comme les derniers venus sur le champ du développement dans « *leur vision de développement local, de développement à la base, de développement intégré, bref de développement avec les développés, par les développés et pour les développés* » disait Ouaba P. M (2007 : 38). Les différentes ONG qu'elles soient internationales ou nationales qui interviennent pour le développement local dans le département du Chari sont nombreuses. Mais cette action ne permet pas d'assurer la sécurité alimentaire. Nous constatons des insuffisances dans le suivi des activités de la part des ONG, c'est ce qui explique en partie les échecs de certains projets.

2.4.3.3. Les réalisations dans le domaine de l'élevage

Ces réalisations tournent essentiellement autour de la formation sur les techniques d'élevage. Il s'agit des techniques d'entretien et de préparation des aliments de bétail dans le domaine de l'élevage des bovins, des petits ruminants et des volailles. La zone étant favorable à l'élevage comme le reste de la zone sahélienne a connu une évolution rapide des cheptels du moins pour les ovins-caprins et volailles. Les bénéficiaires reçoivent aussi la technique pour les inséminations artificielles à partir des semences importées grâce à l'appui du ministère de l'élevage dans les différentes interventions. Par l'intermédiaire dudit ministère les, vétérinaires interviennent pour la fourniture des médicaments et la création des fermes expérimentales. En dehors de la ferme expérimentale présidentielle, l'on enregistre 17 autres fermes expérimentales dans plusieurs villages du département de Chari. Certaines de ces fermes ont eu à influencer le train de vie des membres de groupements bénéficiaires desdites fermes. Autrement dit, ces fermes ont montré des impacts positifs.

2.4.3.4. Un maraîchage qui peine à s'imposer

Le terme maraîchage est en soit un secteur d'activité caractérisé par la production intensive d'espèces légumières destinée essentiellement à la vente en frais, déclarent Kankondé M. (2001) cité par (Kidoué S, 2016 : 72). Les cultures maraîchères dans la zone d'étude étaient basées sur l'exploitation des jardins de case et elles étaient consacrées aux légumes locaux comme l'aubergine, le gombo, l'oseille, etc. essentiellement pour la consommation familiale (. Bemongmbaye B., 2016 : 103). De nos jours cette activité a connu une nette évolution. On est passé à une économie de marché favorisée par la proximité de N'Djaména et le développement des marchés hebdomadaires comme ceux de Koundoul et de Mandelia. C'est ainsi que les ménages dans la zone d'étude ont fait des cultures maraîchères leur principale activité de contre saison. Ils sont arrivés à intégrer le maraîchage dans leur système de production traditionnel prolongeant ainsi en saison sèche le calendrier agricole des principales cultures. Les revenus issus du maraîchage font de cette activité la principale source de revenus des ménages. Les cultures maraîchères rapportent l'essentiel des revenus parmi les diverses activités menées par les ménages. Elles ont un impact positif sur la vie sociale et économique des paysans à travers la création de nouvelles activités rémunératrices, l'acquisition des biens d'équipements et manufacturés, la contribution à la sécurité alimentaire, à la santé et à l'éducation. C'est le cas de l'Union de Hadjer-Lamis qui forme des maraîchers en techniques d'arrosage, en techniques d'itinérances en agriculture et a aussi réalisé des forages maraîchers équipés des pompes émergées dans certains villages du pôle de Kournari. Certains des puits, bien qu'ils soient maraîchers sont utilisés également pour abreuver les animaux. Bien que le maraîchage apparaisse comme une composante essentielle de l'économie dans la zone, le contexte actuel de la persistance

de la pauvreté fait qu'elle demeure traditionnelle et peu maîtrisée par les paysans maraîchers.



Photo2. Forage maraîcher à Kournari,

Cliché : Kem-Allahe J. (2014)

2.4.3.5. Dotation des pêcheurs en filets de pêche

Dans le domaine de la pêche, on n'enregistre que la dotation des pêcheurs professionnels en filets de pêche de fabrication industrielle à maille autorisée (40 et 50 mm). Ces pêcheurs sont aussi équipés avec de pirogues réalisées avec des planches importées. Ces pirogues, selon les pêcheurs que nous avons interviewés sont beaucoup plus stables et ont une forte capacité de contenance par rapport aux pirogues faites de troncs d'arbre. Pour les pêcheurs interviewés, cette dotation a rentabilisé la pêche par rapport aux vieux équipements de pêche tels que les harpons, les pièges.

2.5. Analyse globale des résultats des autres activités

D'une manière générale les autres activités ont pu augmenter la capacité financière de quelques paysans dans la zone de réflexion. Globalement, les activités ont été exécutées avec le concours des partenaires tels que le PRODABALT, l'UABA, l'ANADER, le labo de Farcha, etc. Le PRODABALT a fourni des graines pour les pépinières destinées au reboisement de plus de trente sites. Les pépinières ont renfermé également des plantes fruitières telles que les manguiers qui ont servi au reboisement de la forêt dans les différents pôles étudiés. Pour faire face aux famines ou à l'insuffisance alimentaire, l'UABA et le labo de Farcha ont formé les paysans issus des organisations paysannes disposant des fermes par rapport aux différentes techniques d'élevage telles que l'abreuvement, l'alimentation et l'hygiène. Ils ont formé des agents et ont fourni des vaccins. L'ANADER a fourni des insecticides, des intrants et des semences améliorées aux paysans. Ils ont vendu aux prix subventionnés des matériels agricoles produits tels que les charrettes, les charrues, les houes, etc. L'ANADER a mis à la charge de ces pôles, les agents qui encadrent de manière continue les paysans en fixant le calendrier agricole et les techniques des cultures associées. De concert avec la Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELI AF), ils ont financé l'achat des ânes et des chevaux pour la traction des charrettes aux différents groupements paysans. L'objectif de ces matériels de traction animale était de faciliter le transport des plants forestiers, fruitiers et assurer des services aux comptes des femmes et au champ maraîcher par la disponibilité du fumier aux femmes maraîchères. Il doit également assurer le transport des produits vers les marchés hebdomadaires et vers N'Djaména.

2.5.1. Réalisations dans le domaine de l'environnement

Pour lutter contre la désertification et l'insécurité alimentaire, l'UHL, avec le concours de la CELIAF et d'Intermon Oxfam a organisé plusieurs opérations de plantation d'arbres dans la zone d'étude. L'opération la plus remarquable est celle du reboisement du site d'Amdamarma Sirwé (pôle de Kournari) par les femmes de ce village et celles venues d'autres villages. Les groupements membres de l'UHL ont mis en terre plus de 675 arbres en 2022. Les femmes veulent ainsi sauvegarder l'environnement. La plantation d'arbres a été accompagnée de la distribution des foyers améliorés.

2.5.2. Politique de la plantation des espèces d'arbre

Au point de vue environnementale elle a joué un rôle essentiel pour assurer la transition des sociétés vers des modèles de développement plus durables. Elle a accordé, une attention particulière à l'environnement en entreprenant des semaines de plantation d'arbres et de reboisement des espaces dégradés. De notre analyse il ressort aussi que l'ONG laisse une grande marge de manœuvre aux organisations paysannes chargées en partie de mettre les projets les concernant en œuvre. Le récapitulatif des espèces plantées s'arque suivant ce tableau 3.

Tableau 3. Les espèces plantées dans la zone d'étude

Nom scientifique	Nom en français	Essences
Citrus limon	Citronnier	Fruitières
Mangifera indica	Manguier	
Tsidum goyava	Goyavier	
Acacia nilotica	Acacia	Forestières
Acacia Sénégal	Gommier	

KEM-ALLAHE J., et al., *Dynamique de développement local sous l'influence des organisations non gouvernementales : cas des pôles de Kournari, Gamal, Darda et Mailao dans le département du chari au Tchad*

Azadirachta indica	Neem	
Kaya senegalensis	Caïlcédrats	
Parkinsonia aculata	« seseban »	
Prosopis juliflora	Arbre du sahel	
Tamarindus indica	Tamarinier	Fruitières sauvages
Zizyphus mauritiana	Jujubier	

Source : bimensuel Tchad et Culture no310. octobre 2012 et enquête de terrain

Ce tableau3 fait ressortir les types d'espèces plantées dans la zone d'étude. On constate que ces plantes sont caractéristiques de la zone sahélienne. Un grand nombre est constitué des épineux.



Photo3. Plaque indicative de la forêt communautaire de Kournari.

Cliché : Kem-Allahe J. (2014)

2.5.3. Parachutage d'un modèle de développement rural dans de Département du Chari

L'intervention massive de ces différentes institutions a motivé le monde rural de cette localité de penser hâtivement à un développement rural avec la naissance des plusieurs groupements pour en bénéficier de l'offre. Les bailleurs de fonds qui financent les ONG locales et les intervenants internationaux ont comme objectif la promotion d'un acteur économique organisé. L'offre est constituée de motopompes, unités de culture attelée, semences améliorées, essences forestières, outillage, etc. Pour l'exécution des travaux d'aménagement des périmètres irrigués ou de plantation d'arbre forestiers, etc. les ONG distribuent des aides d'urgence logistiques. Mais, l'aide est conditionnée par la mise en place d'un groupement. Ainsi, les services techniques représentés par différentes institutions se sont lancés dans l'organisation et l'encadrement des paysans en groupements qui ne s'identifient qu'en rapport avec leur organisation d'encadrement (Pantaleo R., 1994 :12).

3. Discussion

Les crises sociales connues par les habitants de la plaine de Mandélia se manifestent par la pauvreté, la médiocre situation alimentaire et le chômage. Les ONG ont pu apporter des solutions aux problèmes des difficultés liés à la productivité dans le département du Chari. Il ressort de cette étude que grâce au maraîchage, certaines organisations des producteurs arrivent à obtenir des revenus escomptés pendant que d'autres atteignent à peine des résultats escomptés. Comme piste de solutions, il a été essentiellement question d'identifier et de caractériser les acteurs qui interviennent dans des systèmes de production agricole. Il est aussi question d'évaluer l'incidence des réalisations des ONG sur les conditions de vie de la population du département du Chari et mesurer les capacités des acteurs locaux dans le processus du

développement local. Ces acteurs sont composés des producteurs individuels et des institutions privées, publiques et parapubliques. Pour cela il fallait identifier les potentialités naturelles, identifier les réalisations des ONG et les actions menées en faveur de la population cible. Notons que les ONG sont souvent présentées avec les mouvements associatifs comme les derniers venus sur le champ du développement dans « leur vision de développement local, de développement à la base, de développement intégré, bref de développement avec les développés, par les développés et pour les développés » disait Ouaba P. Maxime, 2007. Toutes les institutions de développement, OP, ONG, services de l'Etat, institutions bilatérales et multilatérales et d'autres organisations poursuivant les mêmes objectifs. Actuellement, les producteurs des cultures vivrières et les éleveurs de petit élevage bénéficient de petit financement et du soutien des institutions étatiques et ONG en tant que acteurs de développement pour l'amélioration de leur condition de vie des bénéficiaires. Il ressort donc de cette étude que la zone d'étude vit dans la grande pauvreté et de ce fait des actions concrètes de lutte contre la pauvreté doivent y être menées pour alléger la souffrance des populations.

Conclusion

Les résultats de cette réflexion se déclinent en trois parties. À la suite de l'analyse de la dynamique de développement local sous l'influence des organisations non gouvernementales dans le département du Chari, la situation de sous-développement socioéconomique du département du Chari est passée au crible. Cette analyse, sous le prisme des organisations non gouvernementales, met en exergue le chômage et la pauvreté majeure. Quelques pistes de solutions pour le développement durable de ces pôles sont présentées en dernier lieu. Les résultats montrent que la présence des organisations non gouvernementales qu'elles soient internationales ou nationales, a amélioré le système de la production agricole dans le département du Chari en

général et les pôles concernés en particulier. Il ressort de cette étude que grâce au maraîchage, certaines organisations des producteurs arrivent à obtenir des revenus dans l'ordre de 572700 à 3547200 F CFA par an pendant que d'autres atteignent à peine 10% des résultats escomptés. Ainsi, le passage d'un système agricole traditionnel à un système semi-intensif a permis de résoudre ces crises socioéconomiques de ces pôles. Il ressort de cette étude que grâce au maraîchage, certaines organisations des producteurs

Références bibliographiques

Atlas du Tchad, 2012, édition de Jaguar, Paris, 138 pages.

Tchad et Culture N°310 juillet 2012.

Tchad et Culture N°337 mai 2012.

Tchad et Culture n° 337, Mai 2015.

Echos de la représentation de la FAO au Tchad N013 juillet-août 2023.

Kidoué S., 2016. *Le développement local par les organisations non gouvernementales au Tchad : cas du pôle de Kournari (département du Chari)*, mémoire de master de géographie, université de Ngaoundéré, 196 pages.

6. N'Djafa O. H., 2001. *Crises, mutations des espaces ruraux et stratégies paysannes d'adaptation. Cas de la sous-préfecture de Mandéla dans la zone de concentration du 6^e Fonds Européen de Développement (Département de Hadjer-Lamis au Tchad)*. Thèse de doctorat de géographie, UMR/PRODIG-CNRS, Université de Paris, 482 pages.

Ministère de Plan (2012) Rapport final des Enquêtes Nutritionnelles et de Mortalité Rétrospective

KEM-ALLAHTÉ J., et al., *Dynamique de développement local sous l'influence des organisations non gouvernementales : cas des pôles de Kournari, Gamal, Darda et Mailao dans le département du chari au Tchad*

Kem-Allahté J., 2014. *Dynamique urbaine et conflits fonciers au Tchad : cas de Koundoul de 1990 à 2012*. Mémoire de Master Recherche en Géographie. Université de N'Gaoundéré. 185 pages.

Bemongmbaye B., 2016. *Crises socio-économiques et mutations des systèmes de productions agricoles dans la plaine de Mandéla au Tchad*, mémoire de master de géographie, université de Maroua, 188 pages.

Pantaleo R., 1994. *Monde paysan et intervenants externes : leurs interactions : cas du canton Madiago au Tchad*, mémoire pour l'obtention du Diplôme en études du développement. IUED, 82 pages.

Kem-Allahté J., Dombor D. D., et Mbindodjim P., 2023. *Koundoul et Mandéla, deux villes périphériques de N'Djaména à l'épreuve de la croissance démographique et de l'insécurité foncière de 1979 à 2020*.

ANADER, « Rapport d'activités 2024 », Mandéla, 22 pages.

Ouaba P.M., 2007. *Prise en compte de l'approche genre dans le projet de développement : cas des ONG de la France*. Mémoire, Université Paris8/Vincennes-Saint-Denis, 233 pages.

Tchad et Culture n°310 juillet 2012.

Le Journal des Sciences Sociales (ISSN 2073-9303) Courriel : revuejss2@gmail.com. PP 49-57.